

28 octobre 2011

John Stackhouse
Rédacteur en chef
The Globe and Mail
444 Front Street West,
Toronto (Ontario)
M5V 2S9

Cher M. Stackhouse,

Je vous écris en réponse à l'article de vendredi, « [Ottawa looks at rewriting rules on charitable giving.](#) »

Les lecteurs pourraient avoir l'impression que les OSBL ne rendent pas compte des fonds reçus du gouvernement fédéral et qu'ils ne sont pas tenus de démontrer leurs résultats. Rien ne pourrait être plus loin de la vérité. Lorsqu'ils présentent des demandes de subventions ou de contributions, les OSBL décrivent les bénéfices escomptés et sont évalués en fonction des objectifs établis.

Pourrions-nous maximiser les contributions que nous apportons aux collectivités à travers le pays et partout dans le monde? Bien sûr que oui. En tant que secteur, nous avons proposé des moyens de diversifier nos sources de financement et de mieux travailler avec le gouvernement. Ces moyens comprennent le Crédit d'impôt allongé pour stimuler les dons, ainsi que des mesures visant à mieux appuyer nos activités rémunératrices. Cela dit, les subventions et contributions constitueront toujours une partie importante de nos revenus - nous démontrons déjà une utilisation efficace de ces ressources et que notre travail donne des résultats.

Nous, les deux millions de Canadiens qui travaillent dans le secteur, sommes aussi des contribuables. Nous veillons à ce que l'argent soit bien investi et que nous gagnions l'appui des Canadiens tous les jours.



Marcel Lauzière,
Président-directeur général, Imagine Canada